ASSEMBLÉE NATIONALE

16 juin 2008

RÉFORME PORTUAIRE - (n° 907)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 78

présenté par

M. Daniel Paul, M. Vaxès, M. Lecoq, Mme Amiable, M. Asensi, M. Bocquet,
M. Braouezec, M. Brard, Mme Buffet, M. Candelier, M. Chassaigne, M. Desallangre,
Mme Fraysse, M. Gerin, M. Gosnat, M. Gremetz, M. Muzeau et M. Sandrier

ARTICLE 8

Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« La mise en œuvre de ce transfert ne devra engendrer aucun licenciement et ce pour l'ensemble des travailleurs portuaires : personnels des ports autonomes ou salariés de la manutention portuaire. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Puisque ce plan de relance doit permettre de développer l'activité des ports français et les emplois qu'ils induisent, l'auteur de cet amendement entend obtenir l'engagement formel de la part du Gouvernement, que l'application de la loi n'entraînera pas de suppressions d'emplois.